

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

Téléphone : 77-33-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

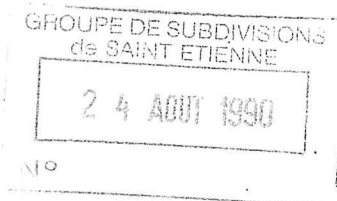
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Poste Téléphonique intérieur

PL/MFEP à appeler :

4124

DOSSIER N° 16735



VU la loi modifiée du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la demande présentée par la Société FONDERIES ET ACIERIES ELECTRIQUES DE FEURS en vue d'obtenir l'autorisation à titre de régularisation d'exploiter une fonderie de métaux et alliage avec atelier de contrôle par gammagraphie à Feurs, Bd de la Boissonnette,

VU les plans et autres documents annexés à cette demande,

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, en application de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et conformément aux dispositions des articles 6, 6 Bis, et 7 du décret du 21 septembre 1977,

VU les arrêtés préfectoraux du 10 août 1988, 17 novembre 1988, 14 février 1989, 19 mai 1989, 8 août 1989, 7 novembre 1989, 7 février 1990, 15 mai 1990 et 17 août 1990, portant sursis à statuer,

VU les avis émis par :

- M. le Directeur régional de l'industrie et de la recherche, Inspecteur des installations classées dans son rapport de présentation au conseil départemental d'hygiène du 18 avril 1990,
- M. le Directeur départemental de l'équipement, le 29 avril 1988,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le 18 avril 1988,
- Mme. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le 30 mai 1988,
- M. le Directeur départemental de la protection civile, le 31 mars 1988,
- le Conseil Municipal de Feurs au cours de sa séance du 29 mars 1988,
- M. le Maire de Civenas le 19 mai 1988,
- M. le Sous-Préfet de Montbrison, le 30 juin 1988,
- le Commissaire enquêteur,
- le Conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 9 mai 1990,

CONSIDERANT que cette installation est soumise à autorisation et qu'il convient de lui imposer des prescriptions particulières

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Loire,

.../...

ARTICLE I : INSTALLATIONS AUTORISEES

1. La **Société FEURS METAL** est autorisée

à exploiter, sur le territoire de la commune de **FEURS**, dans l'enceinte de son établissement situé Boulevard de la Boissonnette, les installations suivantes :

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES ET DES STOCKAGES	RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	A ou D	REPERE SUR LE PLAN ANNEXE
- Emploi de matières abrasives	grenailleuses	1.bis	D	1 3+1
- Atelier de charges d'accumulateurs		3.1°	D	2 3+0
- Fabrication de l'acier au four électrique	3 fours à Arc de 5 tonnes) 3 fours induction de 2 tonnes)	32	A	3 6+(-1) 5 fours
- Installations de combustion * chaufferie	Puissances : 220 th/h - 240 th/h et 334 th/h -	153	A	4
* réchauffage	Réchauffage des poches de coulée	3		5
* fours	Fours de traitements thermiques			6
- Stockage de propane	V = 3.500 kg	211	NC	7
- Travail des métaux	Nbre d'ouvriers = 90 Presses Meuleuses Oxycoupage	281.1°	A	8 9 10
- Traitements thermiques (bac de trempe)	Trempé - revenu - recuit	235	D	11

.../...

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES ET DES STOCKAGES	RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	A ou D	REPERE SUR LE PLAN ANNEXE
- Stockage d'oxygène	2 cuves 9080 L	328 bis	D	12
- Installations de compression d'air	4 compresseurs de 162 KW	361.B.1°	A	13
- Appareils et dépôts contenant du PCB	2 transformateurs 800 kg et 900 kg Condensateurs 3 L Stockage neuf 100 L	355.A	D	14
- Utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées contenant des radio-éléments du groupe 2	Activité > 100 C°	385 Quater.4°.b	A	15
- Application de peinture par pulvérisation		405.B.1.b.	D	16
- Peinture au trempé		405.B.1.a.	D	17

2. Cette autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté qui vaut également :

- . récépissé de déclaration pour les installations qui relèvent de ce régime ;
- . autorisation de rejet dans le milieu récepteur au titre de la police de l'eau, dans les conditions du § 4.3.1. de l'article II

3. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, qui ont le même objet.

.../...

ARTICLE II : PRESCRIPTIONS GENERALES

1 - GENERALITES

1.1. - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.2. - Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

1.3. - Contrôles et analyses

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

1.4. - Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.5. - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

.../...

1.6. - Norme

En cas de modification de l'une des normes rendues applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera la substitution de cette dernière à celle de la norme précédente.

1.7. - Clôtures et gardiennage

Toutes dispositions seront prises pour interdire l'accès, sans autorisation, au public ou à des tiers des zones où sont exercées des activités classées.

1.8. - Voies de circulation

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

1.9. - Abandon de l'exploitation

Avant abandon de l'exploitation des installations visées par le présent arrêté, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'Article 1er de la Loi du 19 juillet 1976 (Article 34 du Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).

2 - BRUITS ET VIBRATIONS

2.1. - L'établissement est construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

2.2. - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

2.3. - Niveaux de bruit limite

Le niveau d'évaluation ne devra pas excéder, du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous (en dB(A)).

POINTS DE MESURE	JOUR 7h à 20h	PERIODE INTERMEDIAIRE 6h à 7h - 20h à 22 dimanches et jours fériés	NUIT 22h à 6h
En limite de propriété	70 dB (A)	65 dB (A)	60 dB(A)

.../...

2.4. - Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, seront conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 modifié.

2.5. - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.6. - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

2.7. - En cas de plainte du voisinage, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander qu'une étude acoustique soit réalisée par un organisme compétent. Cette étude devra déterminer l'origine de la gêne potentielle et les moyens à mettre en oeuvre pour y remédier. Cette étude à la charge de l'exploitant sera transmise à l'Inspecteur des Installations Classées dès son établissement.

3 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1. - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, à la conservation des bâtiments et monuments et aux caractères des sites.

Des dispositifs de captation et de désodorisation seront mis en place en cas de besoin.

3.2. - La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

3.3. - Nonobstant les prescriptions particulières figurant le cas échéant à l'article III du présent arrêté :

- les générateurs de puissance supérieure à 75 th/h sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- les autres installations de combustion sont soumises aux dispositions de l'instruction du 24 novembre 1970 relative à la construction des cheminées. (voir copie ci-jointe)

4 - POLLUTION DES EAUX

4.1. - Réseaux de collecte

Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type unique.

.../...

Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage .

Le réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être par des liquides inflammables, devra comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le réseau de collecte des effluents devant, en temps normal, subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront obligatoirement circuler en circuit fermé.

Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et les points de branchement, sera établi et régulièrement tenu à jour.

4.2. - Etude pollution des eaux

Une étude générale de pollution des eaux de l'usine sera effectuée afin de respecter les paragraphes 4.3 à 4.7 de l'article II du présent arrêté.

En particulier cette étude comportera au minimum les éléments ci-dessous qui seront envoyés à l'Inspecteur des Installations Classées :

- un plan actualisé des réseaux d'eaux de l'usine : eaux pluviales, eaux vannes, eaux industrielles ;
- la réalisation d'un bilan pollution ; ce bilan comportera l'analyse qualitative des différents rejets (mesures de débits sur 24 h et échantillon moyen sur 24 h par prélèvement automatique séquentiel) ;
- l'estimation du volume d'eaux de refroidissement ;
- les moyens à mettre en oeuvre pour remédier éventuellement aux pollutions et satisfaire aux paragraphes 4.1 à 4.7 de l'article II du présent arrêté ;
- un échéancier de réalisation des solutions envisagées.

Cette étude sera adressée à Monsieur le Préfet de la Loire avant le 1er avril 1991.

4.3. - Points de rejets

4.3.1. - Les eaux résiduaires seront évacuées :

- . dans le réseau public d'assainissement muni d'une station d'épuration ; Une convention sera passée avec la commune pour l'acceptation de ses rejets dans le réseau communal.

.../...

4.3.2. - Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

4.4. - Qualité des effluents rejetés

- Les effluents devront être exempts :
 - . de matières flottantes ;
 - . de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
 - . de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, indirectement ou directement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ;
 - . de substances capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement.
- Les effluents ne devront pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.
- Les effluents devront en outre respecter les valeurs limites fixées par le tableau suivant :

NATURE DES POLLUANTS	NORME DE MESURE	CONCENTRATION MOYENNE SUR 2H	FLUX DE POLLUTION
pH	NFT - 90.008	compris entre 6,5 et 9	
Température	NFT - 90.100	< 30°C	
MEST	NFT - 90.105	500 mg/l	100 Kg/j
DBO5	NFT - 90.103	500 mg/l	100 Kg/j
DCO	NFT - 90.101	1000 mg/l	200 Kg/j
Hydrocarbures	NFT - 90.203	20 mg/l	4 Kg/j

4.5. - Débit

Le rejet aura un débit inférieur en toutes circonstances aux valeurs ci-dessous :

- débit moyen sur 2 heures consécutives : 15 m³/h
- débit moyen journalier : 200 m³/j

4.6. - Contrôles des rejets

L'exploitant est tenu de faire procéder 1 fois par an par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées s'il n'est pas agréé à cet effet, au contrôle des prescriptions prévues aux points 4.4 et 4.5 ci-dessus.

.../...

4.7 - Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.

4.7.1. - Les réservoirs fixes aériens de liquides inflammables ou polluants seront équipés de capacités de rétention étanches dont les parois devront :

- . résister à la poussée des produits éventuellement répandus ;
- . résister aux effets chimiques des produits stockés ;
- . présenter une stabilité au feu de degré 4 heures pour les stockages de liquides inflammables.

Le volume utile de ces capacités sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;
- . 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite.

4.7.2. - Les réservoirs enterrés de liquides inflammables ou polluants devront répondre à la définition des réservoirs en fosse ou assimilés au sens de l'instruction du 17 avril 1975 et respecter les dispositions de cette instruction. (dont copie ci-joint).

4.8. - Protection des eaux potables

4.8.1. - Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau potable.

4.8.2. - Les dispositifs utilisés dans ce but doivent avoir fait l'objet d'essais technologiques favorables.

4.8.3. - Le dispositif sera adapté aux caractéristiques des réseaux à équiper. Il sera installé dans un endroit accessible de façon à être à l'abri de toute possibilité d'immersion. Il sera maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Les rapports de vérifications seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.8.4. - Les dispositifs susceptibles de déborder seront implantés de façon à ne pas diluer les effluents en cas de dysfonctionnement.

4.8.5. - L'exploitant établira et tiendra à jour les plans et schémas de ces dispositifs et du réseau d'eau potable.

5 - DECHETS INDUSTRIELS

5.1. - Dispositions générales applicables à tous les déchets (inertes, banals et spéciaux).

5.1.1. - Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Ils seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

5.1.2. - Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

5.1.3. - L'exploitant mettra en place un ou plusieurs parcs à déchets.

5.1.4. - Dans l'attente de leur élimination toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche ...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

5.1.5. - Des mesures efficaces de protection contre la pluie et de prévention des envols seront prises.

5.2. - Dispositions particulières applicables aux déchets spéciaux

5.2.1. - Identification

Les déchets industriels spéciaux au sens du décret n° 77-974 du 19 août 1977 produits par l'établissement feront, par type, l'objet d'une fiche d'identification. Celle-ci précisera notamment, le classement du déchet suivant la nomenclature nationale, les indications permettant son identification et toutes informations utiles à son élimination conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1975 et de ses textes d'application.

Cette fiche sera communiquée à l'éliminateur et une copie en sera tenue à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

En cas de besoin, les éléments à reporter sur les fiches d'identification seront complétés ou réduits à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées ou avec son accord.

.../...

5.2.2. - Stockage

Les déchets pourront être conditionnés dans des fûts ou emballages vides ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve :

- . qu'il ne puisse y avoir de réaction dangereuse entre les déchets et les résidus que peut contenir le fût ou l'emballage.
- . que les fûts et emballages soient identifiés par les seules indications concernant les déchets qu'ils contiennent.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

5.2.3. - Elimination

Conformément à l'Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances, l'exploitant sera tenu d'émettre un bordereau de suivi selon le modèle figurant en annexe 2 de l'arrêté sus-visé. (copie ci-jointe).

L'élimination de ces déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, composition, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination de ces déchets seront annexés au dit registre et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées à sa demande et dans les formes et délais qu'il fixera.

.../...

5.2.4. - Sables de Fonderies

Pour les sables de fonderies, un registre particulier réservé aux enlèvements de ces déchets sera ouvert. Ce registre devra mentionner par type de déchets :

- la nature et la composition du déchet,
- le tonnage,
- le nom de la société de ramassage,
- la destination des déchets.

Dans ce registre, seront séparés les différents sables de fonderies rejetés (sable croning - sable silicate - sable silico-argileux synthétique).

Chaque année, dans le courant du mois de janvier, sera établi un bilan pour l'ensemble de l'année précédente, d'utilisation des sables de fonderies suivant les différentes filières.

Ce bilan fera apparaître :

- les quantités achetées,
- les quantités consommées,
- les quantités recyclées,
- les quantités rejetées,

et ce, pour les différentes utilisations.

Ce bilan sera adressé, dès son établissement, à l'Inspection des Installations Classées.

5.2.5. - Autosurveillance déchets

Tous les trimestres, l'exploitant fera parvenir à l'Inspecteur des Installations Classées un récapitulatif des sables de fonderies mis en décharge.

Cet état sera présenté conformément à l'annexe I au présent arrêté.

.../...

6 - SECURITE

6.1. - DISPOSITIONS GENERALES

6.1.1. - Conception

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

6.1.2. - Accès

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement .3,50 mètres
- rayons intérieurs de giration....12,00 mètres
- hauteur libre.....3,50 mètres
- résistance à la charge.....13,00 tonnes par essieu

6.1.3. - Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m² couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...) ;
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.
- A moins de 200 m de l'établissement, un poteau incendie normalisé NFS 61-213 aux caractéristiques minimales suivantes :
 - . Diamètre : 100 mm
 - . Débit : 17 l/s
 - . Pression : 1 bar

A défaut, l'exploitant devra aménager à proximité de ses ateliers une réserve d'eau de 120 m³.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant devra demander aux Services d'Incendie de vérifier les caractéristiques notamment en débit du poteau incendie situé à proximité.

.../...

6.1.4. - Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

6.1.5. - Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

L'alimentation électrique des matériels ne concourant pas à la sécurité sera coupée en dehors des heures d'exploitation.

6.1.6. - Vérifications périodiques

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.

6.1.7. - Formation du personnel

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple, manipulation de liquides inflammables ou de produits toxiques).

6.2. - ZONES PRESENTANT DES RISQUES D'INCENDIE

Les prescriptions 6.2.2. à 6.2.7 ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'incendie et, le cas échéant, dans les zones présentant des risques d'explosion.

6.2.1. - Définition

Les zones présentant des risques d'incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement et la sécurité.

6.2.2. - Délimitation

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

.../...

6.2.3. - Isolement par rapport aux tiers

Les zones présentant des risques d'incendie seront isolées des constructions voisines appartenant à des tiers par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- . soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ;
- . soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

6.2.4. - Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou pourra compromettre les conditions d'intervention.

6.2.5. - Dégagements

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac .

6.2.6. - Désenfumage

Le désenfumage des locaux, devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Ces dispositifs d'ouverture devront toujours demeurer accessibles.

6.2.7. - Flammes et étincelles

Dans ces zones, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc...)

Cependant, lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

.../...

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans ces zones.

6.3. - ZONES PRESENTANT DES RISQUES D'EXPLOSION

Les prescriptions 6.3.2. à 6.3.8. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'explosion.

6.3.1. - Définition

Les zones présentant des risques d'explosion sont constituées de volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître en raison de la nature des substances stockées mises en oeuvre ou produites dans ces zones.

6.3.2. - Délimitation

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Ces zones seront, autant que possible, clairement délimitées et matérialisées sur le terrain.

6.3.3. - Sécurité incendie

Les dispositions du § 6.2. ci-dessus sont applicables aux zones présentant des risques d'explosion.

6.3.4. - Conception générale des bâtiments

Les bâtiments et installations seront conçus et situés de façon à limiter les effets d'une explosion et en particulier éviter des projections à l'extérieur de l'établissement.

6.3.5. - Matériel électrique

Dans les zones présentant des risques d'explosion, les installations électriques seront réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

- Le matériel électrique sera conforme aux dispositions des Articles 2,3 et 4 de l'Arrêté Ministériel du 31 mars 1980.

.../...

- Le matériel électrique qui était déjà en service le 31 décembre 1980 doit être protégé par enveloppe antidéflagrante ou par surpression interne et doit être conforme à un type ayant reçu un arrêté d'agrément en application du décret n° 60-25 du 28 mars 1960.
- Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état.
- Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée, dans les délais les plus brefs.

6.3.6. - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc...) seront reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles. Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe ci-dessus sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

6.3.7. - Feux nus

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (J.O. du 31 décembre 1972 et du 23 janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux .

L'interdiction permanente de fumer, ou d'approcher avec un feu nu, devra être affichée dans ces zones.

6.3.8. - Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité seront ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs.

.../...

ARTICLE III - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

III.1. - FABRICATION D'ACIER AU FOUR ELECTRIQUE -

3.1.1. - Installations autorisées

Les présentes prescriptions concernent l'exploitation de trois fours électriques dénommés : four n° 2, four n° 3, four n° 4, de capacité unitaire d'environ 5 tonnes.

Aucune modification, ni extension ne pourra être apportée à ces installations sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

3.1.2. - Pollution atmosphérique

a) Sur la four n° 2, est mise en place une hotte mobile qui capte les fumées provenant du four.

Cette hotte est reliée à une cheminée dont l'altitude du débouché est calculée conformément à la Circulaire du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas des installations émettant des poussières fines. *(dont copie ci-jointe).*

b) Cette hotte mobile sera reliée à une station de filtration.

Les caractéristiques de cette station de filtration devront être telles qu'en marche normale, la concentration résiduelle à la sortie du dépoussiéreur n'excède pas 30 mg/Nm³ (milligrammes de poussières par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression : 0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur) en moyenne sur un cycle compte non tenu de la dilution possible dans le dépoussiéreur. Cette concentration devra être au maximum de 50 mg/Nm³.

L'efficacité de captation devra être telle qu'aucune fumée visible ne s'échappe de la hotte sauf occasionnellement pendant les opérations de chargement de coulée et d'affinage.

c) Les gaz dépoussiérés du four n° 2 devront être évacués à l'atmosphère de telle manière que le rejet soit vertical ascendant. La hauteur minimale du débouché à l'atmosphère sera au moins égale à la plus grande des deux valeurs Hp et H définies ci-dessus.

Hp : C'est la valeur définie à l'Article 6 de la Circulaire du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas des installations émettant des poussières fines. Pour le calcul de Hp, il sera tenu compte de la valeur de concentration résiduelle en poussières maximale admissible soit 50 mg/Nm³ et d'une concentration maximale CM de 0,15 mg/Nm³.

H : C'est l'altitude augmentée de 5 mètres du plus haut des obstacles de largeur supérieure à 10 mètres, situé à une distance inférieure à 2 Hp.

.../...

d) Au plus tard, le 1er octobre 1990, sera réalisée une étude de dépoussiérage des fours n°s 3 et 4.

Cette étude fixera :

- les techniques et les moyens à mettre en oeuvre,
- les résultats escomptés,
- les phases de réalisation et les dates de mise en oeuvre de chaque phase.

Cette étude sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

e) Contrôle des émissions

Des contrôles périodiques des dispositifs de captation seront effectués au moins une fois par an à l'occasion des contrôles relatifs à l'efficacité du dépoussiéreur. Ces contrôles, effectués aux frais de l'exploitant par un organisme agréé, porteront sur la mesure du débit des gaz aspirés et la vérification de la concentration des rejets à l'atmosphère après dépoussiérage.

De plus des contrôles pondéraux et des analyses qualitatives (nature et granulométrie) des poussières devront être effectués au moins une fois par an aux frais de l'exploitant, par un organisme agréé. Ces contrôles porteront sur un nombre de points de prélèvements suffisants pendant un nombre entier de cycles de fabrication.

Le rapport de ces mesures sera adressé à l'Inspection des Installations Classées.

f) Poussières de dépoussiérage

Les poussières recueillies seront :

- soit déposées dans une décharge industrielle régulièrement autorisée dans le cadre de la loi sur les Installations classées.
- soit confiées à une entreprise agréée de ramassage; le nom de cette entreprise devra dans ce cas être porté pour approbation à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées.
- Toute autre destination des poussières en vue d'une utilisation industrielle, par exemple : soit pour en extraire certains des métaux contenus, soit pour les amalgamer dans un produit utilisable dans les Travaux Publics ou du Bâtiment, devra être portée à la connaissance de l'Inspecteur des Etablissements classés.
- L'Inspecteur des Etablissements classés pourra exiger toute justification quant à la destination des poussières recueillies.

.../...

III.2. - INSTALLATION DE COMPRESSION D'AIR -

3.2.1. - Il est interdit de fumer dans le local de compression et dans les abords immédiats, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles.

Lorsque de tels travaux seront nécessaires, ils ne pourront être exécutés qu'après la mise hors gaz de l'atelier de compression et après que le chef de station ou son proposé auront contrôlé que les consignes de sécurité sont observées ; ces diverses consignes seront affichées en caractères apparents.

3.2.2. - Les ingrédients servant au graissage et au nettoyage ne pourront être conservés dans la salle des compresseurs que dans des récipients métalliques ou dans des niches maçonnées avec porte métallique.

Le local de compression devra être maintenu en parfait état de propreté ; les déchets gras ayant servi devront être mis dans des boîtes métalliques closes et enlevées régulièrement.

3.2.3. - Toutes dispositions nécessaires devront être prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie ; à cet effet, la station de compression sera munie de moyens de secours appropriés : extincteurs, postes d'eau etc. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.

Une consigne, dont les articles les plus importants seront affichés de façon apparente à l'intérieur et à l'extérieur du local, précisera les mesures à prendre en cas d'incendie. Le personnel sera entraîné à l'utilisation des moyens de secours.

3.2.4. - Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

3.2.5. - Des filtres maintenus en bon état de propreté, devront empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

3.2.6. - Les compresseurs seront pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz à la sortie dépasse la valeur fixée.

Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêchera la mise en marche du compresseur ou assurera son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en eau.

3.2.7. - Des dispositifs efficaces de purge seront placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.

.../...

Toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manoeuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures seront également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'incommodité, pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

III.3. EMPLOI DE MATIERES ABRASIVES

3.3.1 - L'emploi de matières abrasives se fera dans un local s'opposant à la dispersion des poussières : l'air de l'atelier sera aspiré par un ventilateur et ne pourra être rejeté à l'extérieur qu'après avoir été débarrassé de ses poussières au moyen d'un dispositif efficace maintenu en bon état de fonctionnement,

3.3.2- En toute circonstance, des dispositions devront être prises pour éviter la dispersion des poussières et la cheminée d'évacuation de l'atelier sera disposée de façon à éviter toute incommodité pour le voisinage,

3.3.3 - Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

III.4 - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

3.4.1 - - L'atelier sera construit en matériaux incombustibles couvert d'une toiture légère et non surmontée d'étage. Il ne commandera aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée.

3.4.2 - L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélanges gazeux détonants dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.

3.4.3 - Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

3.4.4 - Les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction du Ministre du commerce en date du 6 Juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

.../...

3.4.5 - Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, telle que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs,). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du Ministre du commerce en date du 6 Juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux insalubres ou incommodes.

3.4.6 - Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°. La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

III.5 - TRAVAIL DES METAUX PAR FORMAGE ET USINAGE

(flamage, dressage, laminage, meulage, découpage)

3.5.1 - L'atelier sera convenablement clôturé sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, même accidentels (machinerie, manutention, chute de pièces en cours de travail, etc...)

Il sera de préférence, éclairé et ventilé uniquement par la partie supérieure, par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruit gênant pour le voisinage. Si la situation l'exige, ces baies devront être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

Les portes et fenêtres ordinaires de l'atelier seront maintenues fermées pendant l'exécution des travaux bruyants.

3.5.2 - Les travaux particulièrement bruyants seront effectués, si c'est reconnu nécessaire dans des locaux spéciaux bien clos et efficacement insonorisés.

3.5.3 - Les éléments de construction de l'atelier où se trouvent les foyers présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes : murs incombustibles, parois coupe feu de degré deux heures, couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré deux heures, porte pare flammes de degré une demi heure.

III.6 - TRAITEMENT THERMIQUE DES METAUX

3.6.1 - Aménagement

Le personnel des fours devra disposer de deux moyens de retraite facile dans deux directions au moins ; les portes du local seront du type anti-panique. La ventilation et l'éclairage du bâtiment devront être assurés de façon satisfaisante.

L'accès aux plateformes de service sera interdit à toute personne étrangère au service des fours ; ces accès devront être aisément praticables, munis de garde-corps et présenter une hauteur libre d'au moins 1,80 mètres.

3.6.2. - Consignes

Des consignes de sécurité seront établies et affichées : elles traiteront, en particulier, des dispositions à prendre pour la mise en route et l'arrêt des fours, ainsi qu'en cas d'anomalies ou d'alarmes.

3.6.3 - Les fours ou foyers et conduits de fumée seront placés à distance convenable de toute accumulation de matières inflammables ou de toute autre installation mettant en oeuvre des liquides inflammables.

3.6.4 - La conduite des fours sera confiée à un personnel compétent.

3.6.5 - Des appareils de contrôle permettant une conduite optimum des fours tant sur le plan économie d'énergie que sur le plan sécurité seront mis en place (enregistreur de température, compteur de consommation d'énergie, régulateur automatique de température etc...)

3.6.6 - L'entretien des appareils de chauffage et de contrôle se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire. Une révision générale et un contrôle seront assurés de manière annuelle.

3.6.7 - Les résultats des contrôles et les compte-rendus d'entretien seront portés sur un livret de chaufferie.

III.7 - STOCKAGE D'OXYGENE LIQUIDE

Les prescriptions des articles 1 à 24 de l'arrêté type 328 bis ci-joint lui sont applicables.

III.8 - TRANSFORMATEURS ET CONDENSATEURS CONTENANT DU PCB

Les prescriptions des articles 3 à 20 de l'arrêté type n° 355A ci-joint leur sont applicables.

III.9 - EMPLOI DE SOURCES RADIOACTIVES

Les prescriptions des articles 1 à 7 du titre I et 2 à 11 du titre II de l'arrêté type n° 385 quater ci-joint sont applicables.

III.10 - APPLICATION DE PEINTURE PAR PULVERISATION

3.10.1 - La quantité de vernis utilisée journalièrement ne dépassera pas 25 litres.

3.10.2 - L'application des vernis se fera sur un emplacement spécial, en principe surmonté d'une hotte d'aération, et les vapeurs seront aspirées mécaniquement, de préférence par descensum, grâce à des bouches d'aspiration placées au-dessous du niveau des objets à vernir.

Si l'encombrement des objets à vernir ne permet pas le travail sous hotte, un dispositif d'aération d'efficacité équivalente devra être installé.

3.10.3 - La ventilation mécanique sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier. Ces vapeurs seront refoulées au-dehors par une cheminée de hauteur convenable et disposée dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage. En outre, l'atelier sera largement ventilé, mais de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

3.10.4 - Toutes les hottes et tous les conduits d'aspiration ou de refoulement seront en matériaux incombustibles : s'ils traversent d'autres locaux, la résistance au feu de leur structure sera coupe-feu de degré une heure : si ces locaux sont occupés ou habités par des tiers, elle sera coupe-feu de degré deux heures.

3.10.5 - L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout a u t r e : procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court circuit.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs et les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile" etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celle-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état : elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (journal officiel du 30 avril 1980).

3.10.6 - On ne conservera dans l'atelier que la quantité de produit nécessaire pour le travail de la journée et, dans les cabines, celle pour le travail en cours, elle ne pourra dépasser 25 litres.

3.10.7 - Le local comprenant le stock de vernis de l'établissement sera placé en dehors de l'atelier à une distance suffisante pour qu'il ne puisse y avoir propagation ou risque d'incendie.

Le sol de ce local sera imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette pouvant retenir la totalité des liquides inflammables entreposés.

L'industriel devra, en outre, se conformer aux arrêtés visant les dépôts de cette nature si le stock est suffisant pour en entraîner le classement.

III.11 - APPLICATION DE PEINTURE AU TREMPE :

3.11.1 - La quantité de vernis présent dans l'atelier n'exédera pas 200 litres si ces vernis renferment en quantité quelconque, des liquides inflammables de première catégorie de point d'éclair inférieur à 21°C; 600 litres s'il est fait usage uniquement de vernis à l'alcool et de vernis aux liquides inflammable de point d'éclair supérieur ou égal à 21°C mais inférieur à 55°C, 2 000 litres s'il est fait usage uniquement de vernis à l'alcool.

3.11.2 - L'atelier sera situé et installé conformément au plan joint à la demande d'autorisation. Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

3.11.3 - Les éléments de construction de l'atelier d'application de vernis présenteront les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- murs et parois : coupe feu de degré deux heures,
- portes : pare-flammes de degré une demi-heure,
- couverture : incombustible,
- plancher haut : coupe-feu de degré une heure,
- sol : incombustible.

3.11.4 - L'atelier ne sera jamais installé en sous-sol. Les locaux adjacents à l'atelier auront une issue de dégagement indépendante.

Les portes de l'atelier, au nombre de deux au moins, seront munies chacune d'un rappel autonome de fermeture ou d'un dispositif de rappel automatique asservi au pistolet ; elles s'ouvriront dans le sens de la sortie et ne comporteront aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc).

3.11.5 - Un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs, poussières (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, filtres, etc) pourra être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation de l'atelier, le voisinage reste incommodé par les odeurs ou par les poussières. En aucun cas les liquides récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

3.11.6 - L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs et les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile" etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant; celle-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (journal officiel du 30 avril 1980).

3.11.7 - Toutes les parties métalliques (éléments de construction, hotte, ou conduits, objets à vernir, supports et appareils d'application par pulvérisation) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur.

3.11.8 - Un coupe-circuit multipolaire, placé au-dehors de l'atelier et dans un endroit facilement accessible, permettra l'arrêt des ventilateurs en cas de début d'incendie.

3.11.9 - Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau) la température de la paroi extérieure n'excédant pas 150°C.

La chaudière sera située dans un local extérieur à l'atelier. Si ce local est contigu à l'atelier d'application, il en sera séparé par une cloison pleine de résistance coupe-feu de degré deux heures.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

3.11.10 - Il est interdit d'apporter dans l'atelier du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux de travail et sur les portes d'accès.

3.11.11 - On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussière et de vernis secs susceptibles de s'enflammer, ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampes à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

3.11.12 - Si l'industriel se livre à la peinture d'automobiles, celles-ci ne devront pas contenir d'essence dans le réservoir (liquide ou vapeur d'essence).

3.11.13 - On ne conservera dans l'atelier que la quantité de produit nécessaire pour le travail de la journée et, dans les cabines, celle pour le travail en cours, elle ne pourra dépasser 25 Litres.

3.11.14 - Le local comprenant le stock de vernis de l'établissement sera placé en dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse y avoir propagation ou risque d'incendie.

Le sol de ce local sera imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette pouvant retenir la totalité des liquides inflammables entreposés.

L'industriel devra en outre se conformer aux arrêtés visant les dépôts de cette nature si le stock est suffisant pour en entraîner le classement.

3.11.15 - Il est interdit d'utiliser à l'intérieur des ateliers des liquides inflammables pour un nettoyage quelconque (mains, outils, etc).

3.11.16 - L'application de vernis à base d'huiles siccatives est interdite dans l'atelier.

3.11.17 - L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles etc..

3.11.18 - L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables, notamment en ce qui concerne les normes d'émission sonore en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront la vérification de la conformité de l'installation.

Les émissions sonores des véhicules matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69 380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3.11.19 - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

3.11.20 - Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 Juin 1953 (journal officiel du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

En cas d'évacuation intermittente d'eaux résiduaires, le rejet devra également être conforme aux prescriptions de ladite instruction.

3.11.21 - Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

3.11.22 - La ventilation mécanique sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier et ces dernières seront refoulées au dehors par une cheminée de hauteur telle que les évacuations ne puissent incommoder le voisinage. Les vapeurs provenant de l'aération des étuves seront évacuées dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4 : L'arrêté d'autorisation cesse de produire ses effets lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives. Passé ce délai, la présente autorisation serait considérée comme nulle et non avenue ; en aucun cas l'installation ne pourra fonctionner avant qu'aient été prises toutes les mesures imposées par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, devra en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 6 : Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. Il devra, en outre, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 7 : Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont formellement réservés.

ARTICLE 9 : La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements.

ARTICLE 10 : Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 11 : Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, M. le Directeur régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des installations classées, M. le Maire de Feurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie. Il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité. Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

Martin Claude CHAPPEL

Fait à Saint-Etienne, le 23 AOUT 1990

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général par intérim

Philippe CHERVET

Ampliations adressées à :

- FEURS METAL

*Boulevard de la Boissonnette
42110 FEURS*

*- M. le Directeur Régional de l'industrie et de la recherche
Inspecteur des installations classées*

- M. le Directeur départemental de l'Equipeement

- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt

- Mme le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

- M. le Directeur départemental de la Protection Civile

- M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi

- M. le Maire de Feurs

- M. le Maire de Civen

- M. le Sous Préfet de Montbrison

- M. Jacques ROUSSET

Commissaire Enquêteur

Les Mazoyers

42210 SAINT LAURENT LA CONCHE

- archives

- chrono

ANNEXE I

VISA :

(1). Raison Sociale et Localisation

(2) Cette colonne doit être remplie si les déchets sont éliminés au sein de l'entreprise productrice. On utilise le code suivant : PC : traitement physico-chimique, SE : station d'épuration, I : incinération, V : valorisation, D1 - D2 - O3 : décharges de classe 1, 2 et 3.

Annexe 2

MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Bordereau de suivi de déchets industriels

A. - PRODUCTEUR			
RENSEIGNEMENTS SOCIAUX : Dénomination : Adresse : Téléphone : Responsable : Signature : Date :	Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessous, que les matières sont admises au transport selon les dispositions du règlement du 15 04 1945 et que notamment les conditions exigées pour le conditionnement et l'emballage ont été remplies. Date de remise au transport : VISA :		
		Quantité remise au transport : T	
NOMINATION DU DÉCHET	Code nomenclature (2) C A	(1) Nom de la matière d'assimilation	(1) N° de groupe
CARACTÉRISTIQUES DU DÉCHET : <input type="checkbox"/> Solide <input type="checkbox"/> Blocs <input type="checkbox"/> Boue <input type="checkbox"/> Pompable <input type="checkbox"/> Liquide <input type="checkbox"/> Granulés ou poudre <input type="checkbox"/> Pompable réchauffée <input type="checkbox"/> Pelletisable			
MODE DE TRANSPORT : <input type="checkbox"/> Fûts <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Citerne <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Bonbonne nombre : Précisez : nombre :			
DESTINATION FINALE DU DÉCHET : Installation prévue : Adresse : N° du certificat d'acceptation préalable :			

B. - COLLECTEUR - TRANSPORTEUR			
RENSEIGNEMENTS SOCIAUX : Dénomination : Adresse : Téléphone :	Ayant pris connaissance des indications ci-dessus : Date : VISA :	STOCKAGE : Oui Lieu : Non	Quantité transportée : T

C. - DESTINATAIRE		
RENSEIGNEMENTS SOCIAUX : Dénomination : Adresse : Téléphone : Responsable : Signature : Date :	Refus de prise en charge le : Motifs : VISA :	Déchets pris en charge le : En vue de l'opération désignée ci-dessous : VISA :
		Quantité reçue : T
TRAITEMENT PRÉVU DU DÉCHET : <input type="checkbox"/> Valorisation <input type="checkbox"/> Détoxification <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Regroupement : <input type="checkbox"/> Incinération <input type="checkbox"/> Mise en décharge <input type="checkbox"/> Prétraitement		
Lieu de regroupement : Adresse : Destination finale du déchet :	En cas de prétraitement : Description du prétraitement : Destination finale du déchet :	

titre du R.T.M.D.

la nomenclature établie par le ministère de l'environnement.

